

Article 29 du Règlement

que la confrontation pour mieux s'exprimer à l'intérieur d'un fédéralisme qui n'avait aucun sens, cela cause des préjudices très graves à l'agriculture et ce sont les générations futures qui vont en subir les conséquences.

Est-ce que le Nouveau parti démocratique et les libéraux nous reprochent de vouloir faire une «conciliation» avec les provinces? Est-ce que le Nouveau parti démocratique et les libéraux nous reprochent de consulter nos homonymes provinciaux pour faire en sorte que l'agriculture soit la pierre angulaire du développement économique? Mais, monsieur le Président, c'est ce que j'ai entendu toute la soirée de la part de l'opposition, uniquement des récriminations fondées sur de la partisanerie dans 90 p. 100 des cas. Je fais 10 p. 100 d'exclusion pour mon collègue de Saint-Denis.

Monsieur le Président, il n'est pas normal qu'à aucun moment durant la soirée je n'ai entendu un député de l'opposition dire: le gouvernement a au moins fait une chose de bien. Moi, monsieur le Président, je peux vous dire une chose.

En tant que député responsable, en tant que secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, je peux vous dire que depuis 1984 on travaille à la reconstruction du secteur agricole au niveau national, et cela ne se fera pas tout seul et cela ne se fera pas d'une façon indépendante. Ce n'est pas vrai, monsieur le Président. Cela va se faire dans la collégialité. Et la collégialité ça suppose des rencontres, ça suppose des concessions, ça suppose des réorientations avec chaque province au niveau de l'agriculture, et non pas de l'interprétation de nombril comme font la plupart de mes collègues de l'opposition qui s'imaginent avoir la science infuse. Monsieur le Président, on a vu ce que ça donnait la science infuse en agriculture, on a vu ce que ça donnait, parce que si on nous accuse de ne pas avoir rempli des promesses électorales on peut en sortir long comme le bras de ce qui n'a pas été réalisé sous l'ancien gouvernement. On pourrait faire la même chose au niveau de certains gouvernements provinciaux qui sont dominés à l'heure actuelle par le Nouveau parti démocratique.

Si on veut élever le débat au-dessus de la partisanerie, on doit reconnaître, premièrement, que l'agriculture canadienne, c'est vrai qu'elle a un problème, mais, deuxièmement, on doit reconnaître que le gouvernement de par ses actions passées et futures fait en sorte de sortir les producteurs agricoles du marasme économique dans lequel ils sont. Cela s'est fait par plusieurs mises en place de positions, de structures.

Monsieur le Président, en toute honnêteté, quand je vois des gens de l'opposition critiquer parce que notre gouvernement a donné un milliard de dollars à l'agriculture canadienne pour sortir les producteurs agricoles du marasme, quand je vois l'opposition critiquer parce qu'on a mis en place un système de 6 p. 100 au niveau des taux d'intérêt—ce qui ne s'était jamais vu—quand je vois l'opposition critiquer parce qu'on a mis des taux d'intérêt à frais partagés, quand je vois l'opposition critiquer la baisse des taux d'intérêt, quand je vois l'opposition critiquer la mise en place de l'exemption sur le gain en capital, quand je vois l'opposition critiquer la concertation qu'on tente de faire au niveau des politiques nationales en agriculture avec nos collègues des provinces, monsieur le Président, je me demande à ce moment-là qui de l'opposition ou du gouvernement en place est le plus responsable. Parce que d'un côté, la seule chose que l'on voit, c'est du négativisme, et de l'autre,

c'est la volonté réelle d'un gouvernement responsable de mettre en place une politique qui va sauver notre agriculture, non pas à court terme mais à long terme.

• (0020)

[Traduction]

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le président, je désire participer à ce débat d'urgence aux petites heures de la matinée; au moins il se déroule à Ottawa selon le vœux exprimé par l'hon. député de Prince Albert (M. Hovdebo). Il est évident que l'agriculture, surtout dans l'Ouest du pays, traverse une crise qui, à bien des égards, est semblable à celle que nous avons connue lors de la Grande dépression. Malgré ces similitudes, la crise actuelle de l'agriculture comporte des aspects originaux et je suis d'accord qu'il n'y a pas de solutions toutes faites. Nous vivons à une époque où des événements forts complexes se produisent tant sur le plan politique que sur les plans économique et technologique, et sont porteurs d'incertitude pour l'agriculture d'aujourd'hui.

Comme je l'ai dit, il n'y a pas de solutions toutes faites. Nous devons tenir compte des répercussions économiques de la guerre commerciale que se livrent la Communauté européenne et les États-Unis qui puisent tous deux des milliards de dollars dans leur trésor public pour soutenir leur secteur agricole. De part et d'autre de la Chambre des députés ont expliqué ce qu'il en était. En revanche, l'agriculteur canadien est pour ainsi dire livré à lui-même. Il est en difficulté parce qu'il ne bénéficie pas de la même protection que son homologue européen ou américain. On parle aussi de l'incertitude que suscitent les changements technologiques, de même que les changements en matière de génie génétique et de culture hydroponique qui pourraient donner un tout nouveau visage à l'agriculture en un tour de main. Ce ne sont là que quelques-unes des causes d'incertitude auxquelles nos agriculteurs, surtout ceux de l'Ouest, font face.

Il est vrai que ce gouvernement a plus dépensé pour l'agriculture que tous les gouvernements antérieurs. Cela ne fait aucun doute. Vu l'ampleur de cette crise, il importe peu que le gouvernement au pouvoir ait été libéral, néo-démocrate ou conservateur, parce que tout gouvernement fédéral responsable aurait été obligé de dépenser les sommes qui l'ont été pour appuyer les producteurs céréaliers du Canada. Et s'il ne l'avait pas fait la crise aurait été telle que la situation serait encore pire qu'elle ne l'est aujourd'hui. Aucun gouvernement élu responsable n'aurait survécu au tollé politique qui se serait levé.

• (0030)

Je suis donc d'accord que ce gouvernement a dépensé plus que tout autre gouvernement pour soutenir l'agriculture. Néanmoins, nous devons nous demander si cela était suffisant. Tenant compte de l'aide que reçoivent les agriculteurs européens et américains, avons-nous accordé à nos agriculteurs l'aide requise pour survivre au moins à un niveau minimum? La réponse à cette question est un non retentissant. Notre politique a été inadéquate, parce qu'elle n'a pas accordé à l'exploitant d'une entreprise agricole familiale l'aide qu'il lui fallait pour rentabiliser son entreprise.

Examinons quelques chiffres sur les faillites agricoles. Les témoignages recueillis par le Comité de l'agriculture le 24 mars visaient les fermes dont le chiffre d'affaires est supérieur